

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OcéANIE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MAHITI 89
N° 8.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 30
Ao EPERERA 1940.

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Etablissements français de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers	5 fr.
Les mêmes renouvelées	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	21r.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1940 20 janv. Décret relatif aux pensions militaires en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (Arrêté de promulgation n° 331 c., du 23 avril 1940).....	224
20 janv. Décret rendu en exécution de l'art. 3 de la loi du 31 mars 1914 modifié par le décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires (Arrêté de promulgation n° 331 c., du 23 avril 1940).....	229
24 janv. Décret réglant la dévolution des biens communistes aux colonies (Arrêté de promulgation n° 331 c., du 23 avril 1940).....	229
27 janv. Décret portant mise en application de l'avenant du 8 janvier 1940 à l'accord de paiement Franco-Turc du 23 août 1939 (Arrêté de promulgation n° 331 c., du 23 avril 1940).....	230
3 fév. Décret portant mise en application de l'accord sur les échanges et règlements commerciaux entre la France et la Grèce conclu le 31 janvier 1940 (Arrêté de promulgation n° 331 c., du 23 avril 1940).....	231

TEXTE OFFICIEL PUBLIÉ A TITRE D'INFORMATION

1940 3 janv. Arrêté ministériel fixant les conditions de l'examen ouvert aux titulaires : 1 ^{er} du certificat d'opérateur de 2 ^e classe des P.T.T. ; 2 ^e du certificat de chef de poste radiotélégraphiste ; 3 ^e du brevet élémentaire de radiotélégraphiste de la marine militaire ; 4 ^e de radioélectricien de l'armée de terre pour prétendre à l'emploi d'opérateur radioélectricien stagiaire du cadre général des colonies.....	231
---	-----

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1940 25 janv. Arrêté n° 66 a.p.e., désignant les représentants des agriculteurs au comité colonial de la production agricole et les membres des comités régionaux de la production agricole.....	233
13 avril Décision n° 309 a.g.f., portant nomination et reclassements d'agents auxiliaires.....	234

13 avril Décision n° 311 c., nommant M. Tihemu Hunter, agent auxiliaire du service local de 5 ^e catégorie et l'affectant à la circonscription administrative des Iles Sous-le-Vent.....	234
13 avril Décision n° 312 c., affectant M. Bouvier (Henri), agent surnuméraire du cadre local des postes, télégraphes et téléphones, à la circonscription des Iles Sous-le-Vent.....	234
13 avril Décision n° 313 c., accordant un congé de convalescence de 1 mois à M. Malardé (Jean), agent du service local.....	235
13 avril Arrêté n° 314 c., portant désignation dans la magistrature.....	235
15 avril Décision n° 315 c., accordant un congé de convalescence de 1 mois à M ^{me} Lavigne E. infirmière principale de 2 ^e classe.....	235
19 avril Décision n° 323 a.g.f., supprimant l'indemnité de permanence à divers fonctionnaires.....	235
19 avril Décision n° 325 a.g.f., modifiant celles nommant M. Giovannelli, ingénieur-adjoint de 2 ^e classe du cadre général des ingénieurs météorologistes coloniaux, en qualité de chef de service météorologique p.i., et M. Bouzer (Emile), en qualité de chef de cabinet p.i.....	236
23 avril Décision n° 332 j., nommant M. Paia Paurere a Metuaaro, capitaine de la goélette "Tevaora", huissier ad hoc à Manihi (Tuamotu).....	236
24 avril Arrêté n° 339 a.p.e., concernant l'utilisation des farines de froment et des farines panifiables.....	236
25 avril Décision n° 340 c., affectant M. Doucet (Paul), aide-géomètre principal de 1 ^{re} classe du service local au Service d'administration générale et des finances.....	236
27 avril Arrêté n° 353 a.p.e., concernant la déclaration des stocks de farine.....	236
27 avril Arrêté n° 356 c., portant nomination d'un instituteur auxiliaire à l'école centrale.....	237
27 avril Arrêté n° 357 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage, à M ^{me} Teuhere a Tauinihau.....	237
27 avril Arrêté n° 358 a.g.f., portant modification des articles 3 et 4 de l'arrêté n° 395 p.t.t., du 11 avril 1938, créant un service de publication de nouvelles de presse.....	237

27 avril Arrêté n° 359 a.p.e., concernant l'expulsion du sieur Quinland (Frank), ressortissant des États-Unis....	238
27 avril Arrêté n° 360 a.p.e., interdisant au sieur Nhan Noi, n° 3022, de nationalité chinoise, le séjour de la circonscription des Tuamotu-Gambier.....	238
Extraits.....	238

PARTIE NON OFFICIELLE

INFORMATIONS

Souscription pour élever un monument au roi Pōmare V. (Uturoa-Rāia-tea, vente d'insignes par M ^{me} Jean Simon).....	240
---	-----

STATISTIQUE

Statistique sanitaire (nomenclature internationale). — 1 ^{er} trimestre 1940.	242
--	-----

DIVERS

Annonces judiciaires.....	240
---------------------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ n° 331 c., promulguant dans les Établissements français de l'Océanie deux décrets du 20, un décret du 24, un décret du 27 janvier 1940 et un décret du 3 février 1940.

(Du 23 avril 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu la circulaire ministérielle (colonies) n° 511 du 10 septembre 1931 relative à la promulgation et à la publication dans les colonies des lois, décrets, instructions et arrêtés ministériels;

Vu les dépêches ministérielles n°s 2201 et 2202 du 9 février 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont promulgués dans les Établissements français de l'Océanie pour y être exécutés selon leur forme et teneur :

1^o le décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (J.O.R.F. du 21 janvier 1940, page 602);

2^o le décret du 20 janvier 1940 rendu en exécution de l'art. 3 de la loi du 31 mars 1919 modifié par le décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires (J.O.R.F. du 21 janvier 1940, page 606);

3^o le décret du 24 janvier 1940 réglant la dévolution des biens communistes aux colonies (J.O.R.F. du 1^{er} février 1940, page 858);

4^o le décret du 27 janvier 1940 portant mise en application de l'avenant du 8 janvier 1940 à l'accord de paiement Franco-Turc du 23 août 1939 (J.O.R.F. du 28 janvier 1940, page 774);

5^o le décret du 3 février 1940 portant mise en application de l'accord sur les échanges et règlements commerciaux entre la France et la Grèce conclu le 31 janvier 1940 (J.O.R.F. du 5 février 1940, page 942).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

Décret relatif aux pensions militaires en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 20 janvier 1940.

Monsieur le Président,

Le législateur, en affirmant à la fin de la guerre 1914-1918, la reconnaissance de la République envers ceux qui ont assuré le salut de la patrie, et en se prononçant sur les droits à pension des militaires et marins pour les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service, a fait de la loi du 31 mars 1919 un texte de caractère permanent, qui s'applique de plein droit aux militaires et marins, victimes de la guerre actuelle et à leurs ayants cause.

Le même sentiment de reconnaissance et le même principe de réparation commandent impérieusement le maintien de cette législation.

Toutefois, les données de l'expérience conduisent à lui apporter certains aménagements.

Dans les circonstances présentes il est plus que jamais essentiel à l'intérêt général et à celui des victimes de la guerre que le droit aux réparations ne soit ouvert que dans le cas et dans la mesure où il s'avère justifié.

Présomption d'origine pour les infirmités résultant de maladies.

Les dispositions de la loi du 31 mars 1919, présumant que toute maladie constatée a été contractée ou aggravée par suite des fatigues, dangers ou accidents de service, se justifient pleinement à l'égard du combattant, qui affronte des dangers ou supporte des fatigues exceptionnelles.

Elles ne trouvent pas la même raison d'être lorsque le militaire ou le marin sert en temps de paix, ou est affecté en temps de guerre à une formation non combattante. Dans ce cas, la durée du service n'est pas le plus souvent marquée par des circonstances entraînant des fatigues exceptionnelles, et la présomption d'origine est susceptible d'ouvrir droit à réparation pour des infirmités résultant de l'évolution normale d'affections héréditaires ou constitutionnelles.

A l'effet de prévenir le retour des abus, qui ont amené à ordonner en 1935 et 1937 la révision de pensions déjà concédées, il paraît indispensable de réserver la présomption d'origine en matière de maladies aux militaires ou marins ayant participé aux opérations de combat, soit en temps de guerre, soit au cours d'expéditions déclarées campagnes de guerre par l'autorité compétente.

La présomption d'origine concernant les blessures serait au contraire intégralement maintenue.

Minimum indemnisable.

L'attribution de pensions pour les maladies comportant une invalidité minime entraîne une lourde charge financière, en raison du grand nombre des parties prenantes et malgré le tarif nécessairement très peu élevé de la pension.

En vue d'éviter la concession de pensions, motivées par des invalidités n'entraînant qu'une gêne réduite, il conviendrait de porter à 20 p. 100 le taux minimum pour les infirmités résultant de maladies.

Ce taux resterait par contre fixé à 10 p. 100 pour les infirmités résultant de blessures.

Indemnisation des aggravations.

En cas d'aggravation imputable au service d'une infirmité préexistante à l'incorporation, il est peu normal d'établir la pension sur le pourcentage total de l'infirmité ainsi aggravée. Aussi est-il prévu que la pension sera désormais calculée sur la base de l'aggravation seule. Toutefois, on peut admettre en compte le pourcentage total de l'infirmité, si celui-ci atteint 60 p. 100; ce taux permet en effet de supposer une aggravation très élevée chez des hommes qui ont été reconnus aptes au service militaire.

Caractère temporaire ou définitif des pensions d'invalidité.

L'article 7 de la loi du 31 mars 1919 rend obligatoire la conversion d'une pension temporaire en pension définitive, dans le délai maximum de quatre ans à partir du point de départ légal de la pension.

Ce délai apparaît beaucoup trop court lorsqu'il s'agit d'infirmités résultant de maladies. Les autorités médicales s'accordent à reconnaître qu'une période plus étendue est indispensable pour pouvoir se prononcer sur l'incurabilité. La conversion obligatoire au bout de quatre ans, en ne permettant plus de tenir compte des améliorations survenues dans l'état des invalides après l'expiration du délai, a abouti dans bien des cas à maintenir des pensions calculées sur des taux dépassant le degré véritable des infirmités.

Sans aller jusqu'à stipuler, ce qui serait le plus souvent conforme à la vérité médicale, que les pensions pour maladies conserveront sans limitation le caractère temporaire, il est nécessaire de prévoir qu'en cas de maladie les pensions seront concédées à titre temporaire, et que leur conversion en pension définitive n'interviendra qu'après neuf années.

Pour éviter aux invalides et à l'administration les inconvénients de trop nombreux examens médicaux, la période de renouvellement des pensions temporaires serait portée de deux à trois ans.

En ce qui concerne les infirmités résultant de blessures il a paru possible au contraire de ramener de quatre à trois ans le délai à l'expiration duquel la pension temporaire doit être convertie en pension définitive.

Le droit à l'hospitalisation ou à la majoration du quart de la pension institué par l'article 10 de la loi du 31 mars 1919 au bénéfice des invalides que leurs infirmités rendent incapables de se mouvoir, de se conduire ou d'accomplir les actes essentiels de la vie, ne devrait, enfin, être conféré qu'à titre revisable, même lorsque la pension ne présente plus le caractère temporaire, si l'incapacité de se mouvoir, de se conduire ou d'accomplir les actes essentiels à la vie n'a pas été reconnue définitive.

Revision des pensions pour erreur.

L'article 67 de la loi du 31 mars 1919 énumère limitativement les cas de revision.

Il y a lieu d'y ajouter :

1° L'inexactitude des pièces, sur le vu desquelles l'arrêté de concession a été rendu, en ce qui concerne l'état des services;

2° L'erreur médicale ayant fait accorder une pension à raison d'affections dont l'intéressé n'est pas atteint.

Ces dispositions se justifient par leur simple énoncé.

Revision des pensions pour aggravation.

Le droit reconnu aux invalides de demander la revision pour aggravation, des pensions définitives, doit être mainte-

nu; mais l'expérience montre qu'il faut en même temps l'entourer de certaines garanties.

Celles-ci seront trouvées dans l'établissement d'un délai de cinq ans à l'expiration duquel les demandes ne seront plus recevables pour les infirmités résultant de maladies. Par ailleurs, l'instance en revision aura pour effet de permettre la revision de la pension, suivant les constatations médicales, à un taux supérieur ou, le cas échéant, inférieur au taux primitif. Enfin, la pension concédée après revision conservera pendant trois ans, le caractère temporaire.

Choix du barème le plus favorable.

L'article 65 de la loi du 31 mars 1919 donnait aux invalides de la guerre 1914-1918 une option entre le barème annexé à la loi du 31 mars 1919 et les échelles de gravité antérieures lorsque celles-ci étaient plus favorables.

Cette disposition se justifiait parce que les échelles de gravité antérieures avaient servi de base à des liquidations au cours de la guerre 1914-1918 et que les droits s'étaient trouvés acquis.

Bien que les mêmes raisons ne subsistent plus à l'heure actuelle, il a paru impossible de soumettre les invalides de la guerre actuelle à un régime moins favorable que celui appliqué pour une guerre terminée il y a une vingtaine d'années seulement.

L'article 3 du présent décret a donc pour objet de maintenir les dispositions transitoires de l'article 65 de la loi du 31 mars 1919 en ce qui concerne les infirmités contractées au cours de la guerre actuelle.

Il est normal toutefois, pour les seules infirmités résultant de maladies, de réserver ce bénéfice aux militaires et marins ayant participé aux opérations de combat.

Délais de demande de pension.

La détermination des délais de demande de pension a fait l'objet, depuis la promulgation de la loi du 31 mars 1919, de nombreuses dispositions législatives successives.

Il a paru utile de la préciser dans un article qui est inspiré des mesures très libérales adoptées en la matière.

Tout délai serait supprimé lorsque l'infirmité ou le décès résultent de blessures, ou encore lorsqu'il s'agit de pensions d'ascendant.

Par contre, quand il s'agit de maladies, la difficulté de suivre l'évolution des affections rend nécessaire l'établissement d'un délai, qui serait fixé à cinq ans.

Autres dispositions du projet.

Certains articles de la loi du 31 mars 1919, se rapportant à des situations qui n'existent plus à l'heure actuelle, sont à abroger comme devenus sans objet.

Il en est ainsi notamment des articles 50, 51 et 52 qui se trouveront d'ailleurs remplacés par des dispositions nouvelles concernant les affectés spéciaux visés à l'article 53 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée.

A cet égard, il convient de distinguer le personnel de corps spéciaux militaires, pour lequel il y a lieu de prévoir le bénéfice de la loi du 31 mars 1919, et les affectés spéciaux des professions administratives, industrielles, commerciales et agricoles, qui seront au contraire justiciables de la législation des victimes civiles s'ils se trouvent victimes d'événements de guerre.

Telles sont les dispositions du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères,

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Le ministre de la marine,

C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,

GUY LA CHAMBRE.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le ministre des anciens combattants et pensionnés,

RENÉ BESSE.

DÉCRET

(Du 20 janvier 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des finances, du ministre de la marine, du ministre de l'air, du ministre des colonies et du ministre des anciens combattants et pensionnés,

Vu la loi du 31 mars 1919 sur la législation des pensions des armées de terre et de mer, en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service ;

Vu les lois subséquentes modifiant ou complétant la loi du 31 mars 1919, et notamment les lois des 23 décembre 1919, 28 juillet 1921, 9 janvier 1926, 31 mars 1928 (art. 47), 31 mars 1931 (art. 72), 28 février 1933 (art. 72), 9 juillet 1937, 31 décembre 1937 (art. 150), 31 décembre 1938 (art. 121) ;

Vu le décret du 30 octobre 1935 modifiant l'article 4 de la loi du 31 mars 1919 ;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée ;

Vu la loi du 8 décembre 1939, modifiant l'article 36 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les articles 3, 4, 5, 6, 7, 10, 15, 67, 68 et 76 de la loi du 31 mars 1919 sont ainsi modifiés :

« Art. 3. — Ouvrent droit à pension :

« 1^o Les infirmités qui résultent de blessures constatées avant le renvoi du militaire dans ses foyers, à moins qu'il ne soit établi que ces blessures ne proviennent pas d'événements de guerre ou d'accidents éprouvés par le fait ou à l'occasion du service ;

« 2^o Les infirmités qui résultent de maladies, lorsqu'il est établi que ces maladies ont été causées ou aggravées par les fatigues, dangers ou accidents éprouvés par le fait ou à l'occasion du service. Les intéressés seront admis à faire la preuve par tous moyens.

« Par dérogation aux dispositions du paragraphe 2^o précédent, au cours d'une guerre, ou au cours d'une expédition déclarée campagne de guerre par l'autorité compétente, sont

présumées, sauf preuve contraire, avoir été contractées ou s'être aggravées par suite des fatigues, dangers ou accidents du service, les maladies constatées :

« a) Pendant toute période au cours de laquelle le militaire ou le marin a participé aux opérations de combat ;

« b) Dans les trente jours qui suivent chacune de ces périodes ;

« c) Avant le renvoi dans ses foyers, pour le militaire ou le marin ayant participé aux opérations de combat, au cours de la même guerre ou de la même expédition, pendant quatre-vingt-dix jours, consécutifs ou non.

« L'État pourra fournir la preuve contraire par tous moyens.

« En ce qui concerne les militaires ou marins qui n'ont pas été renvoyés dans leurs foyers au cours des hostilités, le délai prévu à l'alinéa c ci-dessus expire à la date de cessation des hostilités.

« Les militaires ou marins, titulaires de la carte du combattant au titre de la guerre 1914-1918 ou d'expéditions déclarées campagnes de guerre antérieures au 2 septembre 1939, bénéficient des dispositions de l'alinéa c ci-dessus en ce qui concerne la guerre commencée le 2 septembre 1939 s'ils ont participé au cours de cette guerre aux opérations de combat, mais sans condition de durée.

« Un décret définira les conditions dans lesquelles les militaires ou marins seront considérés avoir participé aux opérations de combat pour l'application du présent article.

« Un dossier médical doit être constitué pour chaque recrue lors de son examen par le conseil de revision et lors de son incorporation dans des conditions également déterminées par décret. »

« Art. 4. — Les pensions sont établies suivant le degré d'invalidité.

« L'invalidité constatée doit être au minimum de 10 p. 100 pour les infirmités qui résultent de blessures et de 20 p. 100 pour les infirmités qui résultent de maladies.

« En cas d'aggravation imputable au service d'une infirmité préexistante à l'incorporation, l'aggravation doit être au minimum de 20 p. 100 et la pension est établie sur la base de cette aggravation seule.

« Toutefois, elle est établie sur le pourcentage total de l'infirmité ainsi aggravée, si ce pourcentage atteint ou dépasse 60 p. 100. »

« Art. 5. — Le point de départ de la pension est fixé au jour de la décision prise par la commission de réforme.

« Il y a droit à pension définitive quand l'infirmité résultant de blessure est reconnue incurable. Il y a droit à pension temporaire si elle n'est pas reconnue incurable.

« En cas de maladie, la pension est concédée à titre temporaire.

« En cas de pluralité d'infirmités, dont l'une ouvre droit à pension temporaire, le militaire ou marin est admis à pension temporaire pour l'ensemble de ses infirmités. »

« Art. 6. — Toute décision comportant attribution de pension doit être motivée et faire ressortir les faits et documents ou les raisons d'ordre médical établissant que l'infirmité provient de l'une des causes indiquées à l'article 3 ; ou, lorsque la pension est attribuée par présomption, le droit de l'intéressé à cette présomption et l'absence de preuve contraire.

« Toute décision comportant rejet de pension doit être également motivée et faire ressortir qu'il n'est pas établi que l'infirmité provient de l'une des causes indiquées à l'article

3; ou, lorsque l'intéressé a droit à la présomption, les faits, documents ou raisons d'ordre médical dont résulte la preuve contraire détruisant cette présomption ».

« Art. 7. — La pension temporaire est concédée pour trois années, sauf en ce qui concerne les réformés temporaires qui n'y ont droit que pendant le temps où ils sont en position de réforme. Elle est renouvelable par périodes triennales après examens médicaux.

« Au cas où la ou les infirmités résultent uniquement de blessures, la situation du pensionné doit, dans un délai de trois ans, à compter du point de départ légal défini à l'article 5 être définitivement fixée soit par la conversion, à un taux supérieur, égal ou inférieur au taux primitif, de la pension temporaire en pension définitive, sous réserve toutefois de l'application de l'article 68 de la présente loi, soit, si l'invalidité a disparu ou est devenue inférieure au degré indemnisable, par la suppression de toute pension.

« Au cas où une infirmité, ouvrant droit à pension, associée ou non à d'autres, résulte de maladies, la pension temporaire est, à l'expiration de chaque période soit renouvelée à un taux, supérieur, égal ou inférieur au taux primitif, soit supprimée si l'invalidité a disparu ou est devenue inférieure au degré indemnisable.

« Dans les mêmes conditions, la situation du pensionné temporaire doit, à l'expiration du délai de neuf ans qui suit le point de départ légal défini à l'article 5, être définitivement fixée soit par la conversion de la pension temporaire en pension définitive, sous réserve toutefois de l'application de l'article 68 de la présente loi, soit par la suppression de toute pension.

« Tout bénéficiaire d'une pension temporaire, chez qui se sera produite une complication nouvelle ou une aggravation de son infirmité, peut, sans attendre l'expiration de la période de trois ans, adresser une demande de revision sur laquelle il devra être statué par la commission de réforme dans les deux mois qui suivront la demande ».

« Art. 10. — Les invalides que leurs infirmités rendent incapables de se mouvoir, de se conduire ou d'accomplir les actes essentiels à la vie, ont droit à l'hospitalisation, s'ils la réclament. En ce cas, les frais de cette hospitalisation sont prélevés sur la pension qui leur est concédée.

« S'ils ne reçoivent pas ou s'ils cessent de recevoir cette hospitalisation et, si vivant chez eux, ils sont obligés de recourir d'une manière constante aux soins d'une tierce personne, ils ont droit, à titre d'allocation spéciale, à une majoration égale au quart de la pension.

« Le droit à cette hospitalisation ou à cette majoration de pension est constaté par la commission de réforme, au moment où elle statue sur le degré d'invalidité dont le mutilé est atteint.

« Il est revisable tous les trois ans, après examens médicaux, même lorsque la pension ne présente pas ou ne présente plus le caractère temporaire, si l'incapacité de se mouvoir, de se conduire ou d'accomplir les actes essentiels à la vie n'a pas été reconnue définitive ».

« Art. 15. — Les demandes de pension, autres que les pensions de réversion, formulées par les veuves ou orphelins de militaires ou marins décédés dans leur foyer doivent être accompagnées d'un rapport médico-légal, établi par le médecin qui a soigné l'ancien militaire ou marin pendant sa dernière maladie, ou, à défaut, de soins donnés pendant la dernière maladie par le médecin qui a constaté le décès.

« Le rapport visé au paragraphe précédent fera ressortir, d'une façon précise, la relation de cause à effet, entre le décès et la blessure reçue, ou la maladie contractée ou aggravée en service. Les postulants à pension y joindront tous documents utiles pour établir la filiation de l'affection, cause du décès, par rapport aux blessures ou aux maladies imputables au service dans les conditions définies à l'article 3 de la présente loi.

« Si le décès survient dans le délai d'un an à dater du renvoi définitif du militaire ou marin dans ses foyers, il est réputé, sauf preuve contraire, provenir desdites blessures ou maladies. L'État pourra fournir la preuve contraire par tous moyens.

« Le ministre des anciens combattants et pensionnés peut se faire communiquer, par tous services administratifs qui en seraient détenteurs, ampliation de tous documents, quelle qu'en soit la nature, concernant les décès ayant donné lieu à une demande de pension ».

« Art. 67. — Les pensions définitives ou temporaires, les gratifications et allocations de toute nature, attribuées en raison des droits ouverts depuis le 2 août 1914, peuvent être revisées dans les cas suivants.

« 1^o Lorsqu'une erreur matérielle de liquidation a été commise ;

« 2^o Lorsque les énonciations des actes ou des pièces, sur le vu desquels l'arrêté de concession a été rendu, sont reconnues inexactes, soit en ce qui concerne le grade, le décès ou le genre de mort, soit en ce qui concerne l'état des services, soit en ce qui concerne l'état civil ou la situation de famille.

« Dans tous ces cas, la revision a lieu sans conditions de délai, dans les mêmes formes que la concession, sur l'initiative du ministre liquidateur, ou à la demande des parties, et par voie administrative si la décision qui avait alloué la pension définitive ou temporaire, la gratification ou l'allocation n'avait fait l'objet d'aucun recours.

« Dans le cas contraire, la demande en revision sera portée devant le tribunal qui avait rendu la décision attaquée. Il en sera saisi dans les formes indiquées au titre IV de la présente loi.

« 3^o A titre exceptionnel, lorsqu'à la suite d'une enquête ouverte par le ministre des anciens combattants et pensionnés, il sera démontré :

« a) Que la pension, la majoration ou le complément de pension ont été accordés par suite d'erreur matérielle ou médicale, de fraude, de substitution, de simulation, à raison d'affections dont l'intéressé n'est pas atteint ;

« b) Qu'un ancien militaire dont le prétendu décès a ouvert droit à pension de veuve, d'orphelin ou d'ascendant est reconnu vivant.

« Pour l'application du présent paragraphe, le ministre des anciens combattants et pensionnés saisira le tribunal départemental des pensions, lequel statuera dans les formes prévues au titre IV.

« Le trésor ne pourra exiger la restitution des sommes payées indûment que si l'intéressé était de mauvaise foi. »

« Art. 68. — Le titulaire d'une pension d'invalidité concédée à titre définitif peut en demander la revision en invoquant l'aggravation d'une ou plusieurs infirmités en raison desquelles cette pension lui a été accordée.

« Cette demande n'est recevable pour les infirmités résultant de maladies que dans le délai de cinq ans qui suit la

première concession de pension définitive. Elle peut être formée sans limitation de délai pour les infirmités qui résultent de blessures.

« La pension ayant fait l'objet de la demande est révisée à un taux supérieur ou inférieur au taux primitif, lorsque le degré d'invalidité résultant de l'infirmité ou de l'ensemble des infirmités est reconnu, après examen médical, différer de 10 p. 100 au moins du pourcentage antérieur.

« Toutefois, l'aggravation ne peut être prise en considération que si le supplément d'invalidité est exclusivement imputable aux blessures ou aux maladies constitutives des infirmités pour lesquelles la pension a été accordée.

« La pension révisée est concédée à titre temporaire pour une durée de trois ans.

« A l'expiration de la troisième année, la pension temporaire est, après examen médical, convertie en pension définitive à un taux supérieur, égal ou inférieur au taux de ladite pension. »

« Art. 76. — Le militaire ou marin qui, par le fait des blessures ou des infirmités ayant ouvert droit à pension, ne peut plus exercer son métier habituel, a droit à l'aide de l'Etat en vue de sa rééducation professionnelle.

« L'office national des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation déterminera les conditions dans lesquelles les collectivités ou œuvres agréées à cet effet pourront organiser cette rééducation. Il fixera les conditions générales selon lesquelles seront passés, sous le contrôle de l'inspection du travail, les contrats d'apprentissage.

« Le militaire ou marin pourra aussi, pour sa rééducation et dans les mêmes conditions, passer un contrat d'apprentissage avec un patron particulier.

« L'Etat versera au militaire ou marin, infirme ou invalide, et qui fera l'apprentissage d'un nouveau métier conformément aux dispositions ci-dessus, une allocation dont le taux et les règles d'attribution seront fixés par arrêté du ministre des finances et du ministre des anciens combattants et pensionnés, après avis de l'office national des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation.

« Le bénéfice de la loi du 2 janvier 1918 est étendu aux veuves pensionnées au titre de la présente loi. L'office national des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation sera chargé de leur en assurer l'application dans des conditions qui seront fixées par décret. »

Art. 2. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 49 de la loi du 31 mars 1919 est ainsi modifié :

« Sont applicables aux fonctionnaires, agents et ouvriers civils des ministères de la guerre, de la marine militaire et de la marine marchande, tributaires au 17 avril 1924 du régime des pensions militaires, ainsi qu'à leurs ayants cause, les articles 1, 2, 3, à l'exclusion des présomptions visées par ledit article, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 du titre I^{er}; les articles 14, 16, 17 et 18 ainsi que les chapitres II et IV du titre II, les titres III et IV de la présente loi. »

Art. 3. — Les dispositions transitoires de l'article 65 de la loi du 31 mars 1919 sont exclusivement applicables aux infirmités résultant, soit de blessures reçues, soit de maladies constatées dans des conditions ouvrant droit à la présomption d'origine instituée à l'article 3 de ladite loi, au cours de la guerre 1914-1918, au cours des expéditions déclarées campagnes de guerre antérieures au 2 septembre 1939 et au cours de la guerre commencée depuis le 2 septembre 1939.

Art. 4. — Les affectés spéciaux visés à l'article 52 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée et appartenant à la catégorie A définie par l'article 2 du décret du 4 octobre 1930 fixant le statut desdits affectés spéciaux, bénéficient, en temps de guerre, des dispositions de la loi du 31 mars 1919 et des lois subséquentes.

La pension attribuée aux intéressés ou à leurs ayants cause est basée sur le grade qui leur est conféré dans les corps spéciaux où ils servent.

Les affectés spéciaux visés à l'article 52 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée et appartenant aux catégories B et C définies par l'article 2 du décret du 4 octobre 1930, ne peuvent, en aucun cas, se réclamer des dispositions de la loi du 31 mars 1919 et des lois subséquentes pour des infirmités contractées ou aggravées au cours des périodes où ils ont été classés dans l'affectation spéciale.

Les ouvriers des compagnies de renforcement ne peuvent également se réclamer des dispositions de ces lois pour les infirmités contractées ou aggravées au cours des périodes où ils perçoivent un salaire.

Art. 5. — Les demandes de pension au titre de la loi du 31 mars 1919 et des lois subséquentes doivent être présentées dans le délai de cinq ans qui suit soit la constatation de l'infirmité, soit la cessation des services, soit le décès.

Toutefois, lorsque l'infirmité ou le décès résulte de blessures provenant d'événements de guerre ou d'accidents éprouvés par le fait ou à l'occasion du service, les demandes de pension sont recevables sans limitation de délai.

Les demandes de pensions d'ascendant sont, dans tous les cas, recevables sans limitation de délai.

Les anciens titulaires d'une pension temporaire d'au moins 25 p. 100 pour la maladie, dont la pension a cessé d'être servie, en raison de l'abaissement du degré d'invalidité au-dessous du taux indemnisable, peuvent, en cas d'aggravation de l'infirmité pour laquelle ils avaient été pensionnés, se mettre à nouveau en instance de pension pendant un délai de cinq ans à dater de l'expiration de leur dernière pension temporaire.

Art. 6. — Sont abrogés les articles 48, 50, 51, 52 et 66 de la loi du 31 mars 1919, ainsi que toutes dispositions contraires à celles du présent décret, qui prendra effet du 2 septembre 1939.

Art. 7. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des finances, le ministre de la marine, le ministre de l'air, le ministre des colonies, et le ministre des anciens combattants et pensionnés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et soumis à la ratification des Chambres dans les conditions prévues par la loi du 8 décembre 1939.

Fait à Paris, le 20 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre de la marine,

C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,
GUY LA CHAMBRE.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le ministre des anciens combattants et pensionnés,
RENÉ BESSE.

DÉCRET rendu en exécution de l'article 3 de la loi du 31 mars 1939, modifié par le décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires.

(Du 20 janvier 1940).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des finances, du ministre de la marine, du ministre de l'air, du ministre des colonies et du ministre des anciens combattants et pensionnés,

Vu l'article 3, modifié par le décret du 20 janvier 1940, de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service ;

Vu les décrets des 27 octobre 1939, 10 novembre 1939 et 26 novembre 1939, modifiés par les décrets des 4 et 9 décembre 1939 relatifs à l'attribution d'indemnités de combat,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Au cours de la guerre actuelle, les militaires ou marins sont considérés avoir participé aux opérations de combat pour l'application des dispositions de l'article 3 de la loi du 31 mars 1919, pendant toute journée au cours de laquelle ils ont eu droit à l'indemnité spéciale journalière, dite « indemnité de combat », instituée par les décrets des 27 octobre 1939, 10 novembre 1939 et 26 novembre 1939.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des finances, le ministre de la marine, le ministre de l'air, le ministre des colonies et le ministre des anciens combattants et pensionnés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,
EDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le ministre de la marine,
C. CAMPINCHI.

Le ministre de l'air,
GUY LA CHAMBRE.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Le ministre des anciens combattants
et pensionnés,
RENÉ BESSE.

Dévolution des biens communistes aux colonies.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Paris, le 24 janvier 1939.

Monsieur le Président,

Le décret-loi du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes, applicable aux colonies en vertu de son article 5, a été complété par un décret du 29 novembre 1939 réglant la dévolution des biens appartenant au parti communiste.

Il nous a paru opportun d'adapter ces dernières dispositions à nos possessions d'outre-mer.

Tel est l'objet du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

(Du 24 janvier 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances,

Vu les articles 7 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret-loi du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes applicable aux colonies en vertu de son article 5 ;

Vu l'arrêté interministériel du 4 octobre 1939 relatif à la liquidation des biens des organismes communistes dissous aux colonies par application du décret du 26 septembre 1939 susvisé ;

Vu le décret-loi du 29 novembre 1939 réglant la dévolution des biens appartenant au parti communiste,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les sommes produites par la réalisation des biens mobiliers et immobiliers du parti communiste et de toutes les associations, sociétés et groupements visés à l'article 2 du décret-loi du 26 septembre 1939, seront, déduction faite du passif qui les grève et sous réserve des dispositions de l'article suivant, dévolus à la caisse autonome de la défense nationale.

Art. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 1^{er}, les biens des syndicats professionnels constitués conformément à la loi, des organisations dont le statut est déterminé par les lois sur la coopération et la mutualité, et des œuvres ayant pour objet, selon leurs statuts, de secourir l'enfance ou la maternité, pourront, par décret pris sur la proposition du ministre des colonies, être attribués, dans un délai qui ne saurait excéder huit mois à compter de la promulgation du présent décret, aux organisations similaires qui en feront la demande.

Ce décret précisera, notamment, s'il y a lieu de liquider les biens de l'organisation dissoute et de remettre à l'organisation bénéficiaire le solde net des sommes produites par la réalisation desdits biens ou, au contraire, s'il convient de transférer, sans le modifier, le patrimoine du groupement

dissous à l'organisme bénéficiaire, qui en assumera toutes les charges.

Lorsque la liquidation des organismes dissous sera ordonnée, elle sera effectuée conformément aux lois réglant le statut de ces groupements; toutefois, il n'y aura lieu en aucun cas, de réunir l'assemblée générale des adhérents. Les décisions nécessaires seront prises par décret sur la proposition du ministre des colonies.

Art. 3. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux *Journaux officiels* de la République française et des territoires intéressés et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 24 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

DÉCRET portant mise en application de l'avenant du 8 janvier 1940 à l'accord de paiement franco-turc du 23 août 1939.

(Du 27 janvier 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Vu l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875;

Vu la loi du 29 juillet 1919;

Sur la proposition du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre de l'intérieur, du ministre du commerce, du ministre de l'agriculture, du ministre des colonies et du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Les dispositions de l'avenant à l'accord de paiement franco-turc du 23 août 1939, conclu entre la France et la Turquie le 8 janvier 1940, sont mises en application à dater du 8 janvier 1940.

AVENANT DU 8 JANVIER 1940

Art. 1^{er}. — La Banque centrale de la République de Turquie est chargée d'offrir, par l'entremise de l'office de compensation à Paris, aux porteurs de créances commerciales françaises sur la Turquie rentrant dans les catégories énumérées par l'article 9 de l'accord de paiement du 23 août 1939 et inscrites jusqu'à la date du 19 octobre 1939 aux comptes de clearing tenus chez elle, le règlement de leurs créances sur les bases suivantes :

1^o Créances inscrites au compte A prime de l'accord du 6 août 1935 : 94 p. 100;

2^o Créances inscrites au compte A de l'accord du 6 août 1935 : 88 p. 100;

3^o Créances inscrites au compte C de l'accord du 15 juin 1937 : 70 p. 100.

Art. 2. — Les créanciers qui accepteront l'offre de règlement proposé en application de l'article 1^{er} devront en aviser l'office de compensation avant le 20 février 1940. Le règlement qui sera effectué à leur profit, par l'entremise de l'office, sur les bases indiquées à l'article 1^{er}, sera libératoire.

Art. 3. — Les créances appartenant à des titulaires qui

n'auront pas accepté l'offre de règlement proposé en application de l'article 1^{er}, ainsi que les créances entrant dans les catégories énumérées par l'article 9 de l'accord de paiement du 23 août 1939, qui ont été ou seront inscrites aux comptes A prime, A et C postérieurement à la date du 19 octobre 1939, seront réglées dans les conditions prévues aux articles 7, 8 et 10 de l'accord du 23 août 1939, compte tenu des modifications apportées à l'article 8 dudit accord par l'article 4 du présent avenant.

Art. 4. — L'article 8 de l'accord de paiement du 23 août 1939 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les opérations d'importation de marchandises d'origine turque faites par la Société commerciale franco-turque ne sont pas soumises au régime des compensations privées défini ci-dessus. La contre-valeur des marchandises qu'elle importera sera utilisée par elle dans les conditions suivantes :

« 1^o 6 p. 100 seront versés à l'office pour être portés au compte B;

« 2^o 10 p. 100 seront versés à l'office pour servir au règlement des arriérés commerciaux suivant les modalités qui sont définies ci-dessus. Ce pourcentage sera automatiquement réduit lorsqu'il aboutira à des versements supérieurs aux besoins;

3^o Le solde sera affecté directement par la Société commerciale franco-turque au règlement de créances non commerciales conformément aux arrangements conclus à cet effet par les deux gouvernements.

« Echappent également au régime de la compensation privée les importations de marchandises d'origine turque en France affectées au règlement de créances non commerciales en vertu d'arrangements particuliers ayant reçu l'accord des deux gouvernements. »

Art. 5. — Le présent avenant entrera en vigueur à la date de sa signature.

En foi de quoi, les plénipotentiaires, dûment autorisés, ont signé le présent avenant.

Fait à Paris en double exemplaire, le 8 janvier 1940.

DALADIER.

MENEMENCIOGLU.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre de l'intérieur, le ministre du commerce, le ministre de l'agriculture, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 27 janvier 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de la
défense nationale et de la guerre
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,

ALBERT SARRAUT.

Le ministre du commerce,

FERNAND GENTIN.

Le Ministre de l'agriculture,

HENRI QUEUILLE.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

DÉCRET de mise en application de l'accord sur les échanges et règlements commerciaux entre la France et la Grèce, conclu le 31 janvier 1940.

(Du 3 février 1940.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 8 de la loi du 16 juillet 1875 ;

Vu le décret du 27 juillet 1932 ;

Vu le décret du 17 juin 1935 ;

Sur la proposition du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, du ministre des finances, du ministre du commerce, du ministre de l'agriculture et du ministre des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Le texte de l'accord sur les échanges et règlements commerciaux entre la France et la Grèce, conclu le 31 janvier 1940, sera publié au *Journal officiel* et entrera en vigueur le 5 février 1940.

Art. 2. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre et des affaires étrangères, le ministre des finances, le ministre du commerce, le ministre de l'agriculture et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 3 février 1940.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de la guerre,
et des affaires étrangères,*

EDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,

PAUL REYNAUD.

Le ministre du commerce,

FERNAND GENTIN.

Le ministre de l'agriculture,

HENRI QUEUILLE.

Le ministre des colonies,

GEORGES MANDEL.

Voir accord et listes J.O.R.F. du 5 février 1940, pages 942 à 944.

Texte officiel publié à titre d'information.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL fixant les conditions de l'examen ouvert aux titulaires : 1^o du certificat d'opérateur de 2^{me} classe des P.T.T. ; 2^o du certificat de chef de poste radiotélégraphiste ; 3^o du brevet élémentaire de radiotélégraphiste de la Marine militaire ; 4^o de radioélectricien de l'armée de terre pour prétendre à l'emploi d'opérateur radioélectricien stagiaire du cadre général des colonies.

(Du 3 janvier 1940.)

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'article 6 du décret du 28 juillet 1939 portant organi-

sation du cadre général des opérateurs et mécaniciens radioélectriciens coloniaux ;

Sur la proposition du Directeur du Personnel et de la comptabilité et du Directeur des Affaires économiques ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le programme de l'examen prévu par l'article 6 du décret du 28 juillet 1939 comporte les épreuves suivantes :

Nature des épreuves	Durée	Coefficient
Mathématiques.....	2 h. 1/2	2
Radioélectricité.....	3 h.	3
Physique.....	2 h. 30	2
Dessin.....	1 h. 30	1
Technologie.....	2 h.	1
Rédaction sur un sujet général n'exigeant pas de connaissances spéciales.....	1 h. 30	1

Ces épreuves portent sur les matières du programme annexé au présent arrêté.

Art. 2. — Chaque épreuve est cotée de 0 à 20.

Pour être déclaré admis, le minimum de points à obtenir est fixé à 100, après application des coefficients.

Toute note inférieure à 5 est éliminatoire.

Art. 3. — Les sujets de chaque épreuve sont choisis par le Directeur des Affaires Economiques ou le Chef du Service des liaisons postales et radioélectriques du Ministère des Colonies, son délégué.

Les commissions locales de surveillance des candidats sont fixées, selon le cas, par le Gouverneur Général ou le Gouverneur qui transmet les compositions au Ministère des Colonies dans le moindre délai, et pour les candidats résidant dans la Métropole, par le Ministère des Colonies (Direction du Personnel).

Art. 4. — Les épreuves sont centralisées au Ministère des Colonies (Direction des Affaires Economiques - Service des liaisons radioélectriques) et corrigées par une commission présidée par le Chef de ce Service, assisté de deux ingénieurs radioélectriciens du cadre général ou, à défaut, de deux ingénieurs du cadre général des Travaux Publics, à la désignation du Directeur du Personnel et de la Comptabilité.

Un rédacteur de la Direction du Personnel fait fonction de Secrétaire.

Art. 5. — Les demandes des candidats, établies sur papier timbré, sont adressées au Ministère des Colonies (Direction du Personnel) au moins deux mois avant la date de l'examen.

La date de l'examen est fixée par le Département quatre mois à l'avance et notifiée aux Chefs des territoires administrés par le Ministère des Colonies.

Les candidats sont avisés de leur admission ou de leur non admission à prendre part à l'examen.

Il leur est indiqué le lieu où ils doivent subir les épreuves.

Art. 6. — Les candidats reçus en sont avisés par lettre officielle du Département.

Art. 7. — Le Directeur du Personnel et le Directeur des Affaires Economiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 3 janvier 1940.

Le ministre des colonies,
GEORGES MANDEL.

**Programme de l'examen d'admission
à l'emploi d'opérateur radioélectricien stagiaire
des Colonies**

(art. 6 du décret du 29 juillet 1939)

MATHEMATIQUES

1^{re} Arithmétique. Numération décimale. Les quatre opérations fondamentales et leurs applications.

Caractères de divisibilité - Plus grand commun diviseur. Plus petit multiple commun. Nombres premiers.

Fractions : opérations sur les fractions. Nombres décimaux. Puissance et racines.

Système métrique.

Rapports et proportions. Grandeurs proportionnelles. Règles de trois.

2^{re} Algèbre. Notions préliminaires. Expressions algébriques. Opérations. Fractions algébriques.

Equations du premier degré, principes. Résolution de l'équation du premier degré à une inconnue. Problèmes. Résolution d'un système de deux équations à deux inconnues.

Résolution de l'équation du deuxième degré.

Progressions (Etude simple)

Logarithmes (Définition et usage).

3^{re} Géométrie. Ligne droite et plan. Angles. Angles dièdres.

Perpendiculaires et obliques à une droite et à un plan.

Parallélisme, angles formés par une droite qui coupe deux parallèles.

Notions sur la symétrie.

Polygones - Carré - Rectangle - Parallélogramme.

Triangles - Cas d'égalité - Propriétés et cas d'égalité des triangles rectangles.

Théorème des trois perpendiculaires.

Circonférence - Propriétés - Positions relatives de deux circonférences.

Longueurs proportionnelles - Homothétie et similitude, triangles semblables. Théorème de Pythagore - Puissance d'un point par rapport au cercle - Construction d'une quatrième proportionnelle, d'une moyenne proportionnelle.

Polygones réguliers, longueur de la circonférence.

Aire des polygones, du cercle.

Propriétés et calcul du volume et de la surface latérale des corps ci-après : prisme, pyramide, cône, cylindre et sphère.

4^{re} Trigonométrie. Définition des lignes trigonométriques. Valeurs des lignes trigonométriques des angles de 30° 60° 45°. Résolution des triangles rectangles.

MECANIQUE ET PHYSIQUE

1^{re} Mécanique. Forces, dynamomètre, composition et décomposition des forces concourantes et parallèles, couples, équilibre des forces, moment des forces, énoncé du théorème de Varignon.

Centre de gravité. Equilibre d'un corps pesant suspendu par un de ses points, ou reposant sur un plan horizontal.

Mouvement rectiligne uniforme, vitesse, mouvement de rotation uniforme, vitesse angulaire. Rapport des vitesses de deux poulies réunies par une courroie, ou de deux roues s'entraînant par friction ou par dents d'engrenage.

Travail des forces - Puissance - Unités.

Machines simples - Travail moteur et travail résistant - Travail utile (Rendement, levier, treuil, poulie, moufle,

plan incliné. Conservation du travail. Force vive (énoncé du théorème).

Mouvement varié, vitesse moyenne. Mouvement uniformément accéléré ou retardé - Accélération Masse.

Force centrifuge, applications, volants.

Notions sur le pendule simple, isochronisme des oscillations.

Mouvements composés. Composition de deux mouvements rectilignes et uniformes, d'un mouvement rectiligne uniforme et d'un mouvement uniformément accéléré. Trajectoire - Bielle et manivelle. Excentrique.

Résistance passive - Frottement, coefficient de frottement. Travail absorbé par les frottements. freins - frottement de roulement.

2^{re} Pesanteur et hydrostatique - Chute des corps - Poids balance.

Hydrostatique - Pression, vases communicants - Principe d'Archimède - Densités, corps flottants.

Pneumatique - Pression - Baromètre - Manomètre - Loi de Mariotte.

3^{re} Chaleur - Température, dilatations, thermomètres, coefficient de dilatation.

Equivalent mécanique de la chaleur.

Changements d'état - Chaleur de fusion, de vaporisation.

Vapeurs saturantes et non saturantes - Ebullition.

Notions sur la machine à vapeur.

4^{re} *Electricité théorique et industrielle.*

a) *courant continu* - Propriétés - Electrolyse - Intensité du courant - Résistance - Force électromotrice - Loi d'Ohm - Formule de Kirchhoff.

Loi de Joule - Eclairage électrique - Coupe-circuit - Rhéostats - Pont de Wheatstone - Shunts - Piles électriques.

Couplage et rendement.

Accumulateurs - Principe - Charge et décharge - Capacité - Rendement - Entretien.

b) *Magnétisme et Electromagnétisme* - Aimant - Champ magnétique - Définition expérimentale - Expérience sur les spectres magnétiques - Lignes de Force - Flux de force à travers une surface - Champ magnétique terrestre - Déclinaison - Inclinaison - Boussoles.

Champ magnétique créé par un courant - Règle d'Ampère - Expérience d'Oersted - Solénoïde - Galvanomètre à aimant mobile - Ampèremètre à aimant permanent.

Coefficient d'induction - Self induction d'un circuit - Coefficient d'induction mutuelle entre deux circuits - Henry - Microhenry.

Action d'un champ magnétique fixe sur un courant mobile.

Loi de Laplace - Galvanomètre à cadre mobile - Ampèremètre - Voltmètre.

Alimentation par les champs magnétiques - Courbes d'aimantation - Hystérésis - Electro - Aimant - Télégraphe morse ; Relais, Sonnerie.

Induction - Loi fondamentale - Expression de la F.E.M. d'induction.

Etablissement du courant dans un circuit comprenant une F.E.M. constante, une résistance et une self. Extra courant.

Bobine d'induction.

Courant de Foucault.

Principe de la téléphonie.

Machine à courant continu. Génératrice - Principe - Expression de la F.E.M. Différents modes d'excitation - Carac-

téristiques, à vide et en charge - Réaction d'induit dans les dynamos. Moteur à courant continu - Reversibilité des dynamos - Principe modes d'excitation - Principe de fonctionnement d'un moteur branché sur une source à différence de potentiel constante. Calage des balais.

c) *Electricité statique*.— Principe de la condensation - Condensateurs - Capacité d'un condensateur - Groupement des condensateurs - Énergie emmagasinée dans un condensateur chargé.

d) *Courant alternatif*.— Production - propriétés générales caractérisant les courants alternatifs - Période - Fréquence - Pulsation.

Différence de phase - Intensité efficace - Impédance.

Influence de la self-induction et de la capacité dans un circuit parcouru par un courant alternatif - Expression de la puissance d'un courant alternatif - Facteur de puissance - Résonance dans un circuit comprenant résistance, self, capacité et aux bornes duquel on établit une différence de potentiel alternative - Courant polyphasé - Propriétés des courants triphasés - Montage en étoile et en triangle.

Alternateurs - Transformateurs - Moteurs asynchrones.

e) *Distribution*.— Réseau de distribution continu, alternatif, monophasé, diphasé, triphasé.

Haute tension - Appareillage de vabines - Interrupteurs, inverseurs, disjoncteurs, compteurs.

Danger de la haute tension - Précaution à prendre.

RADIOÉLECTRICITÉ

a) *Généralités*.— Étude d'un circuit oscillant - Charges et décharge d'un condensateur.

Formule de Thomson - Amortissement.

Étude de deux circuits oscillants réagissant l'un sur l'autre.

b) *Mesures*.— Résistance en haute fréquence - Intensité; ampèremètre HF. Mesures des longueurs d'ondes - Ondemètres.

Mesure de self et de capacité - Capacité propre des bobines. Capacité répartie des antennes - Mesure des constantes d'une antenne.

c) *Emission*.— Émission à ondes amorties - Émission par lampes différentes, montage; organes principaux d'un poste émetteur à lampes. Puissance dissipée sur les plaques - Rendement. Modulation.

d) *Réception*.— Détecteur à galène - Détection par lampe à 3 électrodes - Mécanisme de la détection. Amplification haute et basse fréquence par lampe.

Réception avec hétérodyne.

Changement de fréquence. Appareils à changement de fréquence.

Récepteurs spéciaux pour ondes courtes.

Accessoires de réception: casques.

NOTA.— Les appareils à superréaction ne sont pas au programme.

e) *Notions sur les antennes*.— Antennes en L; en T; en parapluie - Antennes pour ondes courtes.

Rayonnement et propagation - Longueur d'onde.

f) *Ondes dirigées - Radiophares - Radiogoniométrie*.— Ondes dirigées - Radiophares - Différents systèmes.

Câbles de guidage électromagnétiques.

Radiogoniométrie - Compensation des cadres - Lever de double.

TECHNOLOGIE

Propriétés des métaux et alliages - Fers, fontes, aciers, trempe, recuit.

Principales opérations d'usinage, forgeage, brasage, soudure, tournage, perçage, elésage, mandrinage, filetage et taraudage, fraisage; etc...

Outils courant, outillage de forge, outillage d'ajustage et de vérification, notions sur les différentes machines-outils - Renvois et transmissions, engrenages.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 66 a.p.e., désignant les représentants des agriculteurs au comité colonial de la production agricole et les membres des comités régionaux de la production agricole.

(Du 25 janvier 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 8 septembre 1939 concernant la création des comités généraux coloniaux et régionaux de la production agricole;

Sur la proposition du chef du service des affaires politiques et économiques;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont désignés pour faire partie du comité colonial de la production agricole en temps de guerre dont la composition est définie à l'article 2 du décret susvisé du 8 septembre 1939 :

1^o) le Dr Rabinovitch, président de la Chambre d'agriculture, ou son délégué, représentant des producteurs européens;

2^o) Tetuanui a Tehaamatai, représentant des producteurs indigènes;

3^o) Paraita Tehanai, représentant des producteurs indigènes;
Les séances de ce comité auront lieu à Papeete dans la salle des délibérations du conseil privé :

Art. 2^o — Les comités régionaux de la production agricole en temps de guerre sont composés comme suit :

1^o) Circonscription administrative de Tahiti et dépendances :

M. Mano, chef de circonscription, Président :

Boubée, commis des travaux publics chargé du service d'agriculture;

Bordes Edmond, colon à Taravao, représentant des producteurs européens;

Teriieroo a Teriierooiterai, représentant des producteurs indigènes;

Paraita Tehanai, représentant des producteurs indigènes.

2^o) Circonscription administrative des Iles-sous-le-Vent :

MM. Atger Albert (père) représentant des producteurs européens;

Hautia a Teotaharii, représentant des producteurs indigènes;
Ariioehau a Tetuanui, — — —

3^o) Circonscription administrative des Marquises :

MM. Rauzy, représentant des producteurs européens;

Timo Vehayetua, représentant des producteurs indigènes;

Fiu Samuel, — — —

4^o) Circonscription administrative des Iles Australes :

MM. Tiho Manuel, représentant des producteurs indigènes :

Roo a Terii, — — —

Mae Taputu, — — —

Ces comités régionaux se réuniront sur la convocation de leurs

présidents respectifs dans les conditions prévues par le décret du 8 septembre 1939 susvisé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 janvier 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 309 a.g.f., portant nomination et reclassement d'agents auxiliaires.

(Du 13 avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 83/a.g.f. du 27 janvier 1939 fixant le statut du personnel auxiliaire ;

Vu l'arrêté n° 265/a.g.f. du 29 mars 1940 suspendant provisoirement M. Paquier de ses fonctions de président du conseil de district et chargeant le vice-président M. Virauoo Tavaea de ces mêmes fonctions ;

Sur la proposition du chef de cabinet p.i. chargé du personnel,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Pour compter du 1^{er} avril 1940, M. Virauoo Tavaea, vice-président du conseil de district de Haapiti (Moorea) chargé de la présidence de ce conseil, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie, aux appointements annuels du 34^e degré, imputables au chap. 4 du budget local.

Art. 2. — Pour compter de la même date, M. Salmon John, agent auxiliaire de 4^e catégorie, 24^e degré, est reclassé au 23^e degré de la même catégorie, soit : Planton autorisé à utiliser une bicyclette personnelle dans l'intérêt du service : 600 fr imputables au chap. 4 du budget local.

M. Maamaatua (Tehuitua) demeurant à Papeete (Tahiti), nommé agent auxiliaire du service local de 4^e catégorie, 21^e degré (décision n° 1014/a.g.f. du 25 octobre 1939 liste n° 4) est reclassé au 18^e degré de la même catégorie, à compter du jour où il a cessé d'être nourri, le 1^{er} mars 1940.

Art. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 13 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 311 c., nommant M. Tihemu Hunter, agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie et l'affectant à la circonscription administrative des Îles Sous-le-Vent.

(Du 13 avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939 fixant le statut du personnel du service local, ensemble la circulaire du 7 novembre 1939 ;

Vu la lettre n° 301 g. du 30 novembre 1939 et 65 g. du 30 mars 1940 du chef de la circonscription administrative des Îles sous le Vent proposant la nomination de divers agents auxiliaires au titre d'agents de police ;

Vu le dossier du nommé Tihemu Hunter ;

Sur la proposition du chef de cabinet p.i. chargé du personnel,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Tihemu Hunter, demeurant à Vaiaau, île Raiatea, marié et père de famille, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 38^e degré imputables au chap. 4 du budget de l'exercice 1940.

Art. 2. — M. Tihemu Hunter est affecté à la circonscription administrative des Îles sous le Vent et chargé des fonctions d'agent de police du district de Vaiaau (Raiatea).

Art. 3. — La présente décision qui prendra effet pour compter du jour de la prise de service sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 13 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 312 c. affectant M. Bouvier (Henri), agent surnuméraire du cadre local des postes, télégraphes et téléphones à la circonscription administrative des Îles Sous-le-Vent.

(Du 13 avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 784 c. du 16 octobre 1931 portant réorganisation du cadre local des postes, télégraphes et téléphones ;

Vu les décisions n° 312 c. du 1^{er} avril 1939 et 923 c. du 27 septembre 1939 nommant M. Bouvier Henri, agent surnuméraire des postes, télégraphes et téléphones et l'affectant au service des contributions ;

Vu la décision n° 1179 c. du 4 décembre 1939 nommant M. Picard Louis instituteur de 4^e classe à diverses fonctions à Bora-Bora ;

Vu l'arrêté n° 540 a.g.f. du 2 juin 1939 portant régularisation et codification des allocations accessoires de solde du personnel des cadres locaux approuvé par D. M. n° 4696 s du 22 décembre 1939 ;

Vu l'arrêté n° 305 du 11 avril 1940 créant la station météorologique à Vaitape ;

Sur la proposition du chef de cabinet p.i. et l'avis conforme du procureur de la République, chef du service judiciaire, des chefs d'administration générale et des finances, du trésor, des postes télégraphes et téléphones et météorologique,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont rapportées les décisions 1179 c du 4 décembre 1939 et 923 c du 27 septembre 1939 susvisées.

Art. 2. — M. Bouvier Henri, agent surnuméraire du cadre local des postes, télégraphes et téléphones est affecté en cette qualité au poste de Borabora et chargé de la station de télégraphie sans fil et de la poste.

Il remplira en outre les fonctions de : gérant de comptes du Trésor, commissaire de police et huissier porteur de contraintes pour lesquelles il prêtera serment, chargé de la station météorologique de Vaitape.

Art. 3. — M. Bouvier Henri percevra les indemnités prévues par les tableaux b (n° 20) et i (n° 3) de l'arrêté n° 540 a.g.f. du 2 juin 1939 susvisés.

Art. 4. — La passation de service aura lieu suivant les formes réglementaires.

Art. 5. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 13 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 313 c., accordant un congé de convalescence de 1 mois à M. Malardé Jean, agent auxiliaire du service local.

(Du 13 avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 83 a.g.f. du 27 janvier 1939 fixant le statut du personnel local, ensemble les circulaires des 7 et 16 novembre 1939 ;

Vu le certificat de visite n° 40 du 11 avril 1940 estimant que l'état de santé de cet agent nécessite un congé de convalescence de un mois pour compter du 15 avril 1940 ;

Sur la proposition du chef de cabinet p.i. chargé du personnel,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Il est accordé à M. Malardé, Jean, agent auxiliaire du service local de 3^e catégorie, contrôleur du service d'hygiène, un congé de convalescence de un mois, conformément aux dispositions des articles 29 et 30 de l'arrêté 83 a.g.f. du 27 janvier 1939 susvisé, pour compter du 15 avril 1940.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 13 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 314 j., portant désignation dans la magistrature.

(Du 13 avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 5 avril 1940 chargeant M. Balland, procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel des Etablissements français de l'Océanie, des fonctions de procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel de l'Inde ;

Vu le décret du 22 août 1928 fixant le statut de la magistrature coloniale ;

Vu le décret-loi du 1^{er} septembre 1939, fixant la situation des personnels de l'Etat en temps de guerre, étendu aux colonies par décret du 12 septembre 1939 ;

Vu l'arrêté n° 524 a.g.f., du 6 avril 1939, réglementant les détails d'application dans les Etablissements français de l'Océanie des deux décrets et de l'arrêté ministériel (colonies) du 28 mai 1937 sur le logement et l'ameublement aux colonies, la domesticité et les frais divers et les moyens de transport mis à la disposition de certains fonctionnaires ;

Vu le départ de M. Balland par le prochain courrier,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. Ardant, président du tribunal supérieur d'appel, est chargé des fonctions de procureur de la République, chef du service judiciaire, pour compter du jour de l'embarquement de M. Balland, en instance de départ.

Art. 2. — M. Ardant aura droit, à compter de sa prise de fonction, aux indemnités représentatives d'ameublement, d'éclairage et de ventilation pour deux pièces de réception fixées par l'arrêté n° 132 a.g.f. du 13 février 1940, soit 3.000 + 600 + 300 = 3.900 l'an.

Art. 3. — M. Sénése, substitut du procureur de la République,

est chargé des fonctions de président du tribunal supérieur d'appel à compter de la même date.

Art. 4. — Avant d'entrer en fonctions, MM. Ardant et Sénése prêteront le serment prescrit par la loi.

Art. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 13 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION 315 c., accordant un congé de convalescence de 1 mois à M^{me} Lavigne E. infirmière principale de 2^e classe.

(Du 15 avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 1068 a. g. f. du 29 octobre 1936, notamment les articles 37 et 38 réglementant la solde et les accessoires de solde du personnel local ;

Vu l'arrêté n° 82 a. g. f. du 27 janvier 1939 organisant le cadre des infirmières, infirmiers et sages-femmes et créant des cours pour ces professions, approuvé par dépêche ministérielle n° 4500 S du 12 décembre 1939 ;

Vu le certificat de visite n° 41, du 12 avril 1940, du conseil de santé ;

Sur la proposition du chef de cabinet p. i. chargé du personnel,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Il est accordé à M^{me} Lavigne (Eugénie), infirmière principale de 2^e classe, infirmière-major au service des femmes de l'Hôpital de Papeete, un congé de convalescence de 1 mois, pour en jouir dans la colonie, à compter du 15 avril 1940.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 15 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 323 a.g.f., supprimant l'indemnité de permanence à divers fonctionnaires.

(Du 19 avril 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu les décisions n°s 204 a.g.f. et 710 a.g.f. des 22 février et 29 juin 1938 allouant des indemnités de permanence ;

Vu l'arrêté n° 868 a.g.f. du 7 septembre 1939, réglementant les heures de travail dans les services de la colonie ;

Vu la circulaire n° 725 c du 3 avril 1940,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont rapportées, à compter du 1^{er} avril 1940, les décisions n°s 204 a.g.f. et 710 a.g.f. des 22 février et 29 juin 1938, allouant des indemnités de permanence à divers fonctionnaires.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 19 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 325 a.g.f., modifiant celles nommant ou affectant M. Giovannelli, ingénieur-adjoint de 2^e classe du cadre général des ingénieurs météorologistes coloniaux, en qualité de chef du service météorologique p.i., et M. Bouzer Emile, en qualité de chef de cabinet p.i.

(Du 19 avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents.

Vu la décision n° 858/C du 4 septembre 1939, nommant M. Giovannelli Joseph, ingénieur adjoint de 2^e classe du cadre général des ingénieurs météorologistes coloniaux, chef du service météorologique p. i. ;

Vu la décision n° 1135/C du 25 novembre 1939 affectant M. Bouzer Emile, en qualité de chef de cabinet p. i. ;

Vu le décret du 1^{er} septembre 1939 fixant la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre, et notamment l'article 10 ;

Sur la proposition du chef du service d'administration générale et des finances,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Sont rapportées les dispositions des articles 1^{er} des décisions 858/C du 4 septembre 1939 et 1135/C du 25 novembre 1939 susvisées en ce qui concerne la nomination de M. Giovannelli (Joseph) en qualité de chef du service météorologique p. i., et l'affectation de M. Bouzer (Emile) en qualité de chef de cabinet p. i.

Ces deux fonctionnaires sont chargés respectivement des fonctions de chef du service météorologique et de chef de cabinet.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 19 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 332 j., nommant Paia Paurere a Metuaaro, capitaine de la goélette "Tevaora", huissier "ad hoc" à Manihi (Tuamotu).

(Du 23 avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 235 du décret du 21 novembre 1933 portant organisation judiciaire et règles de procédure dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu les nécessités du service,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Paia Paurere a Metuaaro, capitaine de la goélette "Tevaora", est nommé huissier "ad hoc" pour signifier un jugement de divorce à Madame Miriama Terika Rupu a Tu, à la requête de M^e Richécœur.

Art. 2. — Avant d'entrer en fonctions M. Paia Paurere a Metuaaro prêter le serment prévu par la loi.

Art. 3. — Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 23 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 339 a.p.e., concernant l'utilisation des farines de froment et des farines panifiables.

(Du 24 avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre et le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi dans les colonies ;

Sur la proposition du directeur du service des échanges commerciaux ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 24 avril 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont remises en vigueur à compter de ce jour et jusqu'à nouvel ordre, les dispositions de l'arrêté n° 823 d.e.c.r. du 27 août 1939 portant interdiction aux boulangers, pâtisseries, restaurateurs d'utiliser la farine de froment et les farines panifiables pour la fabrication de gâteaux et pâtisseries de toutes sortes, ces denrées étant exclusivement réservées à la fabrication du pain.

Art. 2. — Le directeur des échanges commerciaux et du ravitaillement, le chef du service de la sûreté, et les chefs de districts sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 340 c. affectant M. Doucet (Paul), aide-géomètre principal de 1^{re} classe du Service Local au Service d'Administration Générale et des Finances.

(Du 25 avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la décision n° 239 c., du 5 mars 1938, chargeant M. Doucet, aide-géomètre principal de 2^e classe, des fonctions de chef de poste à la Circonscription Administrative des îles Marquises, en résidence à Atuona (Hiva-Oa) ;

Vu le télégramme n° 67, du 23 mars 1940 en réponse au télégramme n° 28, du Chef de la Circonscription Administrative des Marquises, portant passation de service entre MM. Doucet et Triffe et son retour des Marquises ;

Vu les nécessités du service ;

Sur la proposition du Chef de Cabinet, chargé du personnel,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Doucet (Paul), aide-géomètre principal de 1^{re} classe, est affecté au Service d'Administration Générale et des Finances.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 25 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 353 a.p.e., concernant la déclaration des stocks de farine.

(Du 27 avril 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la loi du 11 juillet 1939 sur l'organisation de la nation en temps de guerre et le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de cette loi dans les colonies ;

Vu l'arrêté 824 du 27 août 1939 concernant la déclaration des stocks de farine ;

Vu l'arrêté 1185 du 6 décembre 1939 rapportant provisoirement les mesures prévues à l'arrêté du 27 août susvisé ;

Sur la proposition du directeur des échanges commerciaux et du ravitaillement ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 27 avril 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont remises en vigueur à compter de ce jour et jusqu'à nouvel ordre, les dispositions de l'arrêté 824 du 27 août 1939 concernant la déclaration des stocks de farine en leur possession par tous dépositaires, commissionnaires, entrepositaires ou vendeurs de cette denrée.

Art. 2. — Les déclarations devront être faites avant le 29 avril à 17 heures pour les détenteurs résidant à Papeete et le 30, même heure, pour ceux qui résident dans les districts de Tahiti.

Art. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

DÉCISION n° 356 c., portant nomination d'un instituteur auxiliaire à l'école centrale de Papeete.

(Du 27 avril 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 454 i.p. du 9 février 1938, réorganisant l'instruction publique dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrêté 83 a.g.f. du 27 janvier 1939, fixant le statut du personnel auxiliaire ;

Vu la demande de M. Tranchand Stéphane ;

Sur la proposition du chef du service de l'instruction publique,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — M. Tranchand Stéphane, titulaire du baccalauréat de l'enseignement secondaire (1^{re} et 2^e partie) demeurant à Papeete (Tahiti) célibataire, est nommé agent auxiliaire du service local de 2^e catégorie, aux appointements annuels du 14^e degré se décomposant comme suit :

Instituteur auxiliaire 10.200 frs imputables au chapitre 11 du budget local. — Chargé du cours complémentaire 4.800 frs imputables au chapitre 11 du budget local.

Art. 2. — La présente décision prendra effet à compter du 1^{er} avril 1940 et sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 357 j., accordant dispense d'acte de naissance aux fins de mariage, à la Dame Teumere a Taumihau.

(Du 27 avril 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 15 du décret du 5 mars 1927 ;

Vu les décrets des 28 juin 1877 et 18 octobre 1891 ;

Vu la requête présentée par la Dame Teumere a Taumihau, domiciliée à Punaauia et tendant à obtenir dispense de la production de son acte de naissance à l'effet de contracter mariage avec M. Emile Fabre ;

Attendu que la requérante est née à Fiti, Ile de Huahine le 25 décembre 1895, avant l'organisation de l'état civil dans l'archipel des Iles-Sous-le-Vent ;

Sur le rapport du chef du service judiciaire ;

Le conseil privé entendu dans sa séance en date du 27 avril 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Dispense de la production de son acte de naissance est accordée à la Dame Teumere a Taumihau, née à Fiti, (Huahine), le 25 décembre 1895, fille de Taumihau a Teiho et de Papaiau a Teheina à l'effet de contracter mariage avec M. Emile Fabre.

Art. 2. — Ampliation du présent arrêté sera annexée au registre de l'état civil sur lequel sera inscrit l'acte constatant la célébration du mariage.

Art. 3. — Le chef du service judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 358 a.g.f., portant modification des articles 3 et 4 de l'arrêté n° 395 p.t.t. du 11 avril 1938, créant un service de publication de nouvelles de presse.

(Du 27 avril 1940.)

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Considérant l'intérêt au point de vue de la propagande nationale de la publication des nouvelles de presse française ;

Vu l'arrêté n° 395 p.t.t. du 11 avril 1938, créant un service de publication des nouvelles de presse ;

Sur le rapport du chef du service de l'imprimerie du gouvernement et l'avis conforme des chefs des services d'administration générale et des finances et des postes, télégraphes et téléphones ;

Le conseil privé entendu le 27 avril 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les articles 3 et 4 de l'arrêté n° 395 p.t.t. du 11 avril 1938 susvisé sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 3 (nouveau). — Il pourra être reçu à l'imprimerie du gouvernement, qui en percevra en même temps le montant :

a) des petites annonces.

b) des annonces commerciales dont les tarifs sont ainsi fixés :

Tarif des annonces :

Petites annonces	2 frs 50 la ligne.
Les mêmes renouvelées	1 fr 25 la ligne.

Annonces commerciales (par mois) :

1/16 de page	37 frs 50	1/4 de page	93 frs 75
1/8 de page	62 frs 50	1/2 page	156 frs 25
une page entière	250 frs.		

Art. 4 (nouveau).— Ces différents produits perçus figureront en recettes au chapitre 3, article 3, paragraphe 1 "Produit de l'imprimerie". Les dépenses de personnel, chargé de la composition et de l'impression du bulletin de la presse seront imputées au chapitre 8, article 2, paragraphe 1 "Personnel de l'imprimerie".

Art. 2.— Les chefs des services d'administration générale et des finances, des postes, télégraphes et téléphones et de l'imprimerie du gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui aura effet à compter du 1^{er} mai 1940 et sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 359 a.p.e., prononçant l'expulsion du sieur Quinlan Frank, ressortissant des Etats-Unis.

(Du 27 avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu l'article 2 de la loi du 29 mai 1874, qui rend applicable aux colonies la loi du 5 décembre 1849 sur la naturalisation et le séjour des étrangers en France, et notamment l'article 7 de ladite loi ;

Vu le décret du 4 décembre 1903 relatif à l'immatriculation des étrangers et leur séjour dans les Etablissements français de l'Océanie ;

Vu l'arrivée à Papeete le 9 février 1925 du sieur Quinlan Frank, né le 9 septembre 1878 à Cleveland (Ohio), Etats-Unis d'Amérique ;

Considérant qu'il est impossible de tolérer plus longtemps la propagande révolutionnaire à laquelle se livre cet étranger surtout dans les circonstances actuelles ;

Considérant les atteintes qu'il porte à l'ordre public et à l'autorité du gouvernement ;

Sur le rapport du chef du service des affaires politiques et économiques ;

Le conseil privé entendu dans sa séance du 27 avril 1940.

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Il est interdit au sieur Quinlan, Frank, citoyen des Etats-Unis, de résider dans les Etablissements français de l'Océanie.

Art. 2.— L'intéressé devra quitter la colonie par la plus prochaine occasion après notification du présent arrêté.

Art. 3.— Toute infraction au présent arrêté sera punie conformément à la loi.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

ARRÊTÉ n° 360 a.p.e. interdisant au sieur Shan Soi n° 3022, de nationalité chinoise le séjour de la Circonscription des Tuamotu-Gambier.

(Du 27 avril 1940).

LE GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 24 mai 1932, donnant pouvoir au gouverneur des Etablissements français de l'Océanie d'interdire l'accès et le séjour dans certaines îles aux personnes non originaires de ces îles ;

Vu le compte rendu en date du 13 avril 1940 du chef de la circonscription des Tuamotu-Gambier et la plainte formulée le 23 mars 1940 par le chef de Vairaatea (Nukutavake) contre le sieur Shan Soi n° 3022 ;

Vu la condamnation à 50 francs d'amende infligée à cet asiatique par jugement du 5 avril 1939 pour défaut de comptabilité commerciale et la condamnation en date du 23 mars 1940 à six mois de prison avec sursis pour menace de mort sous condition ;

Considérant que malgré les nombreux avertissements qui lui ont été donnés, cet étranger a continué à braver l'autorité du pays qui lui donne l'hospitalité et qu'il n'a pas renoncé à ses habitudes de violence ;

Sur la proposition concertée du chef du service des affaires politiques et économiques et du chef de la circonscription administrative des Tuamotu-Gambier ;

Le Conseil privé entendu dans sa séance du 27 février 1940,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Le séjour dans l'ensemble du territoire constituant la circonscription administrative des Tuamotu-Gambier est interdit au sieur Shan Soi n° 3022, de nationalité chinoise, résidant actuellement à Vairaatea (île de Nukutavake).

Art. 2.— L'intéressé devra quitter le territoire qui lui est interdit par première occasion après notification du présent arrêté.

Art. 3.— Les infractions au présent arrêté seront punies conformément à la loi.

Art. 4.— Le chef du service des affaires politiques et économiques et le chef de la circonscription administrative des Tuamotu-Gambier sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 février 1940.

CHASTENET DE GÉRY.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

CABINET.

1. — Par décision n° 316 du 17 avril 1940.— Est licencié, pour compter du 19 novembre 1939, M Teriinui Opeta agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie, 38^e degré président du conseil de district de Manihi (Tuamotu).

2. — Par décision n° 333 du 23 avril 1940.— Est acceptée, pour compter du 1^{er} mars 1940, la démission présentée par M. Ratia o Tetohu de ses fonctions de gardien de phare à Anaa.

Pour compter du 1^{er} mars 1940, M. Terevaura (Tiaarue, Pépin), demeurant à Anaa (Tuamotu), veuf, est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie, aux appointements annuels du 43^e degré, imputable au chapitre 11 du budget de l'exercice en cours.

M. Terevaura (Tiaarue, Pépin) est affecté à la circonscription administrative des îles Tuamotu et Gambier et chargé des fonctions de gardien de phare d'Anaa.

* * *

AFFAIRES POLITIQUES ET ECONOMIQUES.

1. — *Par décision n° 324 du 19 avril 1940.* — Il est accordé à M^{me} Hintze, Claire, épouse Bambridge, agent auxiliaire du service local de 3^e catégorie, affectée au service des affaires politiques et économiques une prolongation de congé de convalescence de 1 mois, pour compter du 13 avril 1940, conformément à l'article 31 de l'arrêté n° 83 a.g.f., du 27 janvier 1939.

* * *

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE.

1. — *Par décision n° 304 du 11 avril 1940.* — Une gratification de Mille francs (1.000 frs) est accordée à l'infirmier de 5^e classe Taueapepe a Akiau a Mariterani (Marquises) pour travaux exécutés en dehors de son service normal pendant l'année 1939.

Ladite somme sera mandatée au titre du budget local, chapitre 11, exercice 1939.

Pour compter du 1^{er} janvier 1940, l'infirmier Taueapepe a Akiau a Mariterani percevra l'indemnité pour supplément de fonctions prévue au tableau B annexé à l'arrêté n° 540 a.g.f. du 2 juin 1939 (N° 21) "Agent étranger au service de l'enseignement exerçant des fonctions d'instituteur 1.200 francs l'an.

2. — *Par décision n° 349 du 27 avril 1940.* — Est acceptée, pour compter du 1^{er} mars 1940, la démission présentée par M. Tematabotoa (Taaroahiva) de ses fonctions d'agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie, 45^e degré, juge indigène des districts de Mutuaura et Anapoto (Rimatarā) pour raison de santé.

Sont nommés à compter du 1^{er} mai 1940 les agents auxiliaires ci-après désignés :

M. Taharia (Heo) marié, demeurant à Mutuaura (Rimatarā) agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie, aux appointements annuels du 45^e degré soit : Juge indigène des districts de Mutuaura et Anapoto 550 francs imputables au chapitre 4 du budget local.

M. Tahai (Teranivao) marié, demeurant à Amaru (Rimatarā) agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie, aux appointements annuels du 45^e degré soit : Juge indigène du district d'Amaru : 550 francs imputables au chapitre 4 du budget local.

M. Lenoir (Tao) agent auxiliaire de 5^e catégorie, du 45^e degré, juge indigène de Rimatarā, est nommé Président des grands juges de Rimatarā, agent de même catégorie aux appointements annuels du 44^e degré, en remplacement de M. Tihoni (Tumaha) congédié.

3. — *Par décision n° 350 du 27 avril 1940.* — M. Taputu (Irorau) agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie, 45^e degré, petit juge de Rurutu, est nommé Président des grands juges de Rurutu, agent de même catégorie, aux appointements annuels du 44^e degré en remplacement de M. Teauroa (Miroura) congédié.

M. Opuu (Tematoa) marié, demeurant à Hauti est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 45^e degré, imputables au chapitre 4 du budget local.

M. Opuu (Tematoa) est affecté à la circonscription administra-

tives des îles Australes et chargé des fonctions de juge indigène, des districts de Hauti et Avera.

Ces promotion et nomination auront effet pour compter du 1^{er} mai 1940.

4. — *Par décision n° 352 du 27 avril 1940.* — Est congédié à compter du 1^{er} avril 1940 M. Teuruarii Atitoo, agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie, 40^e degré, chef du district de Avera (Rurutu).

Il est alloué à cet agent, à titre d'indemnité de congédiement, prévue aux articles 41 et 60 de l'arrêté 83 a.g.f. du 27 janvier 1939 à M. Teuruarii Atitoo la somme de 720 francs à compter de ce jour : 40 ans de service.

5. — *Par décision n° 354 du 27 avril 1940.* — M. Manate (Teroo) marié, demeurant à Avera (Rurutu) est nommé agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie, aux appointements annuels du 38^e degré imputables au chapitre 4 du budget local pour compter du 1^{er} avril 1940.

M. Manate (Teroo) est affecté à la circonscription administrative des îles Australes et chargé des fonctions d'agent de police du district de Avera (Rurutu).

6. — *Par décision n° 355 du 27 avril 1940.* — Est acceptée pour compter du 1^{er} mai 1940 la démission présentée par M. Terai Aapoto de ses fonctions d'agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie, agent de police du district d'Afareaitu.

M. Chavès Terii, marié, demeurant à Afareaitu, est nommé pour compter de la même date agent auxiliaire du service local de 5^e catégorie aux appointements annuels du 30^e degré se décomposant comme suit : agent de police : 3660 francs imputables au chapitre 4 du budget local. Utilisant une bicyclette personnelle 180 francs, imputables au chapitre 4 du budget local.

M. Chavès Terii est affecté à la circonscription administrative de Tahiti et Dépendances, au titre d'agent de police à Afareaitu (Moorea).

ENSEIGNEMENT.

1. — *Par décision n° 334 du 23 avril 1940.* — Un congé de maternité de deux mois avec solde entière est accordé, pour compter du 6 mai 1940, à Madame Mossman, institutrice de 5^e classe du cadre local.

La date de l'accouchement devra être notifiée par l'intéressée, au moyen d'un certificat de la sage-femme ou du médecin et d'une copie de l'acte de naissance.

2. — *Par décision n° 343 du 26 avril 1940.* — Le congé de convalescence à passer à Tahiti, accordé à M. Maua (Marcel) instituteur de 4^e classe du cadre local, par décision n° 1082 c. du 13 novembre 1939 susvisé est renouvelé pour une troisième période de 3 mois, à compter du 10 février 1940 et est ainsi porté à un total de 1 an avec bénéfice de la moitié de la solde de présence.

Au terme de cette période de 3 mois, M. Maua (Marcel) devra se présenter à nouveau devant le conseil de santé pour examen et mise en observation éventuelle à l'hôpital de Papeete.

* * *

JUSTICE.

4. — *Par décision n° 322 du 19 avril 1940* — Une réquisition de passage en 1^{re} classe (1^{re} catégorie B cabine de priorité) est accordée à M. Balland (Frédéric) Procureur de la République près le Tribunal supérieur d'appel des établissements français de l'Inde, ainsi qu'à son épouse, sur le vapeur "Ville de Verdun" de la compagnie des services contractuels des Messageries Maritimes qui quittera le port de Papeete vers la mi-avril 1940.

La dépense est imputable au budget local des établissements français de l'Inde.

* * *

SANTÉ.

1. — *Par décision n° 341 du 25 avril 1940.* — M^{lle} Voirin (Marie) est admise à effectuer un stage en qualité d'élève-infirmière sage-femme à l'Hôpital de Papeete.

La présente décision aura effet pour compter du 25 avril 1940.

2. — *Par décision n° 342 du 25 avril 1940.* — L'infirmier de 2^e classe Doom Fonest dit Forrest, du dispensaire de Rurutu (îles Australes), actuellement en stage de réimprégnation à l'Hôpital de Papeete, rejoindra son poste par la goélette "Manureva" quitant Papeete le 23 avril 1940.

Une réquisition de passage lui sera délivrée à cet effet.

PARTIE NON OFFICIELLE

Souscription pour élever un monument au Roi Pomare V.

Uturoa, Raiatea - (Vente d'insignes par Madame Jean Simon)..... 476 frs

ANNONCES JUDICIAIRES

SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

"SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE ET AGRICOLE DE TAHITI"

L'Assemblée Générale du 22 mars 1940 a reconnu que le Capital avait été porté à *Neuf cent soixante neuf mille francs* par l'émission de cent six parts nouvelles souscrites par M. LEWIS HIRSHON.

Pour extrait :

Le Gérant,

LIONEL BAMBRIDGE.

Etude de M^e DUBOUCH, notaire à Papeete

SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

COMPTOIR FRANCO-TAHITIEN

Aux termes d'un acte passé devant M^e Dubouch, notaire à Papeete, le premier avril mil neuf cent quarante, enregistré, il a été établi entre MM. Henri Bernard, Emmanuel Bernard, Louis Bernard et Maurice Bastide, négociants, demeurant à Papeete, une société à responsabilité limitée ayant pour objet l'exploitation du fonds de commerce de coutellerie, articles de Paris et en général de tous objets manufacturés, créé par MM. Bernard frères à Papeete, de même que toutes opérations d'importation de marchandises générales en gros et en détail.

La dénomination de la société est « COMPTOIR FRANCO-TAHITIEN ».

Le siège social est à Papeete.

La durée de la société est fixée à vingt années à compter du premier mars mil neuf cent quarante.

Le capital social est de *Cent mille* francs constitué par l'apport de pareille somme en numéraire.

Il se divise en cent parts de mille francs chacune attribuées à raison de vingt cinq parts à chaque associé.

La société est administrée par MM. Henri Bernard et Maurice Bastide, ses deux gérants, ayant chacun la signature sociale.

Une expédition de l'acte de société a été déposée au Greffe des Tribunaux de Papeete le 17 avril 1940.

Pour extrait :

G. DUBOUCH

Etude de M^e P. de MONTLUC, Défenseur à Papeete.

VENTE

Sur saisie immobilière.

Il sera procédé, au Palais de Justice de Papeete,
le VENDREDI 7 JUIN 1940
à huit heures et demie du matin

en l'audience des saisies-immobilières du Tribunal civil de Première Instance de Papeete, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur, EN QUATRE LOTS, avec la faculté, pour le poursuivant, de requérir leur remise en vente immédiate en UN SEUL LOT, des biens immeubles sis au district de Haapiti (Moorea) comprenant la partie de la terre "TIAHURA" ainsi que la moitié divise sud de l'îlot "MOEA" saisies sur M. Jean Teheura PATER et dont la désignation suit telle qu'elle a été faite par l'expert chargé de procéder à leur lotissement.

PREMIER LOT:

Ce lot, d'une superficie totale de 42 hectares 53 ares 76 ca. EST FORMÉ DE LA PARTIE OUEST DE LADITE TERRE TIAHURA (Lot n° 1) côté d'Afareaitu, et est bornée :

au Nord par la mer sur quatre cent vingt quatre mètres environ ;

au Sud par la terre TIAHURA (Lot n° 2) sur soixante neuf mètres ; cent quatre vingt quatre m. et huit cent cinquante cinq m.

à l'Est par le lot n° 2 sur quatre cent quatre-vingt-cinq mètres et cinq cent cinquante six mètres et le lot n° 3 sur deux cent cinquante mètres ;

et à l'Ouest par la terre TIAHURA (Lot n° 2) sur cent quatre vingt seize mètres cinquante et trois cent quarante deux mètres.

Il est traversé par la route de ceinture sur une longueur de quatre cent cinquante deux mètres environ - Sa superficie en plaine est de quatorze hectares soixante quinze ares trente six centiares dont approximativement douze hectares entièrement couverts de cocotiers en rapport ; on trouve encore sur cette partie un bâtiment en bois servant de maison d'habitation, mesurant sept mètres cinquante sur huit mètres soixante et comprenant deux pièces principales, une petite pièce sur la vérandah arrière, et vérandah avant ; le tout recouvert de tôles ondulées Une vieille construction servant

de hangar et de four à coprah, recouvert de tôles ondulées; le corps du bâtiment est en très mauvais état. On y trouve, en outre, une dizaine de manguiers greffés quelques avocats et citronniers.

La superficie de la partie en montagne et vallée mesure vingt-sept hectares soixante dix-huit ares quarante centiares, dont une vingtaine d'hectares pourraient éventuellement convenir à diverses cultures. À l'intérieur, on y trouve à environ cent mètres d'une petite cascade, une petite vanillière à l'état d'abandon et une trentaine de cocotiers en rapport. Cette partie est alimentée par un ruisseau à débit constant.

DEUXIÈME LOT

Ce lot, situé au centre, est formé à sa partie intérieure de deux petits vallons fermés naturellement par des lignes de crête; sa superficie totale est de quarante-et-un hectares quarante deux ares quatre-vingt six centiares et est bornée, savoir:

Au Nord par la mer sur cinq cent quatre-vingt-sept mètres environ;

au Sud par la jonction de deux lignes de crête;

à l'Est par le Lot n° 3 sur trois cent quatre-vingt un mètres cinquante et six cent vingt quatre mètres;

et à l'Ouest par le Lot n° 1 sur quatre cent quatre-vingt-cinq mètres et cinq cent cinquante-six mètres;

Il est également traversé par la route de ceinture sur environ cinq cent quatre-vingt-neuf mètres cinquante cinq; sa superficie en plaine est de seize hectares quarante trois ares soixante six centiares en totalité couverte de cocotiers en rapport.

Quant à la partie en montagnes et vallons d'une superficie de vingt-quatre hectares quatre-vingt-dix-neuf ares vingt centiares, elle est en majeure partie impropre à la culture on y trouve quelques touffes de bois de fer sur les hauteurs.

TROISIÈME LOT:

Ce lot est formé de la partie Est de ladite propriété, côté de Papetoai, et mesure une superficie totale de soixante et onze hectares quatre-vingt-trois ares quatre-vingts centiares. Il est borné:

au Nord par la mer sur sept cent cinquante deux mètres environ;

au Sud par la terre TIAHURA (Lot n°2) sur neuf cent dix-huit mètres;

à l'Est par la terre AFAATETEA et dépendances sur quatre mètres; vingt-six mètres; trente mètres; soixante mètres; quarante trois mètres; soixante quatre mètres, soixante huit mètres; quatre-vingt-cinq mètres cinquante, soixante six mètres; quatre-vingt-trois mètres, cent soixante dix-sept mètres; deux cent dix-sept mètres; soixante deux mètres; cent trente-sept mètres; et sept cent quarante quatre mètres;

et à l'Ouest par le Lot n° 2 sur trois cent quatre-vingt et un mètres cinquante et six cent vingt-quatre mètres; et le lot N° 1 sur deux cent cinquante mètres;

Ce lot est aussi traversé par la route de ceinture sur une longueur de quatre cent quatre-vingt quinze mètres environ.

Sa superficie en plaine est de douze hectares quatre-vingt quatre ares soixante centiares, dont approximativement huit à neuf hectares sont couverts de cocotiers en rapport; le surplus envahi de burao et parsemé de pierres amenées par le ruisseau de la vallée.

Il existe sur cette partie, entre la route et la mer, une maison d'habitation de huit mètres soixante sur sept mètres vingt; comprenant une seule pièce avec verandahs avant et arrière, cloisons en bambous; le tout recouvert de tôles ondulées.

La superficie en montagnes et vallées mesure cinquante

huit hectares quatre-vingt dix-neuf ares vingt centiares, actuellement en friche, mais pourrait être cultivée sur une étendue d'environ vingt à vingt-cinq hectares. Cette partie est alimentée à l'intérieur et du côté de la mer par le ruisseau de la vallée.

QUATRIÈME LOT:

Ce lot formé de la partie Sud de l'îlot MOEA, mesure une contenance superficielle de trois hectares soixante quatre ares quatre-vingt centiares, dont trois hectares plantés de cocotiers en rapport; il est borné:

Au Nord par la partie Nord de l'îlot MOEA sur trois cent quarante-six mètres;

au Sud)

à l'Est)

à l'Ouest)

par la mer sur cinq cent quinze mètres environ.

Remise en vente desdits immeubles en un seul lot:

Le créancier poursuivant aura la faculté de remettre en vente immédiatement les quatre lots réunis en un seul lot sur la mise à prix représentant le total du montant des prix auxquels ils auront été adjugés partiellement ou de la mise à prix du ou des lots non enchéris.

Ces immeubles ont été saisis à la requête de M. Thomas Erskine BUNKLEY, propriétaire, demeurant à Papeete, ayant M^e P. de MONTLUC pour Défenseur, demeurant au même lieu, sur M. Jean Teheura PATER, propriétaire, demeurant à Haapiti, Moorea, ayant M^e RICHECEUR, pour Défenseur, par: 1^{er} - procès-verbal de M^e PAQUIER Albert, huissier auxiliaire à Haapiti (Moorea) en date du 8 Mai 1939, visé le même jour, enregistré le 9-5-39 et transcrit après dénonciation conformément à la loi au Bureau des Hypothèques de Papeete, le 31 Mai 1939, vol. 11 N° 78 et 79 2^e - procès-verbal de l'huissier susdénommé, en date du 31 juillet 1939, visé le même jour, enregistré le 4 août 1939, et transcrit après dénonciation, au Bureau des Hypothèques de Papeete, le 28 août 1939 vol. 11 n° 83.

Le cahier des charges pour parvenir à cette vente, rectifié conformément au jugement des 5 janvier et 1^{er} Mars 1940 a été déposé au Greffe des Tribunaux le 15 Mars 1940, où l'on peut en prendre connaissance ainsi que du rapport de l'expert et du plan y annexé.

L'adjudication aura lieu sur les mises à prix fixées par l'expert et adoptées par le Tribunal suivant Jugement du 1^{er} Mars 1940.

Premier lot. — Trente cinq mille francs, ci. 35.000 »
Deuxième lot. — Trente cinq mille francs, ci. 35.000 »
Troisième lot. — Trente cinq mille francs, ci. 35.000 »
Quatrième lot. — Sept mille cinq cents francs, ci. 7.500 »

Avec la faculté pour le poursuivant de requérir la remise en vente immédiate de ces 4 lots en un seul lot sur la mise à prix représentant le total du montant des prix auxquels ils auront été adjugés partiellement ou de la mise à prix du ou des lots non enchéris.

Il est déclaré, conformément aux dispositions de l'article 696 du Code de Procédure Civile, que tous ceux du chef desquels il pourrait être pris inscription sur les immeubles saisis pour raison d'hypothèques légales devront requérir cette inscription avant la transcription du Jugement d'adjudication.

Fait et rédigé par M^e P. de MONTLUC, Défenseur poursuivant à Papeete, le 19 avril 1940.

P. de MONTLUC, Défenseur.

STATISTIQUE SANITAIRE

(Nomenclature Internationale)

1^{er} trimestre 1940

COMMUNE DE PAPEETE

NAISSANCES (117)

	Sexe masculin			Sexe féminin			Totaux			Pendant le trimestre
	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	
Colons français	4	»	4	»	»	»	»	»	4	2
Indigènes	9	9	9	9	7	7	48	46	46	50
Métis	11	3	3	5	3	7	16	6	10	32
Etrangers	»	»	»	»	»	1	»	»	1	1
Indiens	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Asiatiques	6	3	7	4	9	6	3	42	43	32
Totaux	27	45	20	45	49	21	42	34	44	147

MARIAGES (14)

Janvier	6
Février	5
Mars	3
Total	14

DÉCÈS (55)

a— Par groupes d'âges.	COLONS FRANÇAIS						MÉTIS						INDIGÈNES						ÉTRANGERS ET ASIATIQUES						TOTAUX		
	Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe		Pendant le trimestre
	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	Janvier	Février	Mars	masculin	féminin	
de 0 à 1 an	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	4	»	»	3	2	»	2	1	»	»	4	»	»	4	7	5	12
de 1 à 10 ans	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2	»	»	2	1	»	2	»	»	»	»	»	»	»	3	3	6
de 10 à 25 ans	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	2	»	»	»	2	»	»	»	»	»	»	»	2	3	7
de 25 à 45 ans	»	»	»	»	»	1	»	»	»	1	»	»	1	2	3	»	»	1	»	»	»	1	»	»	6	4	10
de 45 à 65 ans	»	»	1	»	1	»	»	»	»	»	»	»	1	2	»	»	»	»	4	»	3	»	»	»	11	1	12
de 65 à 75 ans	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	1	1	»	1	1	»	»	»	1	3	3	6
Totaux	1			2			4			6			20			42			10			3			32	23	55

b) — Par causes :

Polynérite éthylique	1	Convulsions	1	Sénilité	4
Tuberculose	7	Suites opérations	1	Cachexie digestive	1
Héoplasme du larynx	1	Infection urinaire	1	Misères physiologiques	1
Fièvre typhoïde	1	Mort-nés	1	Affections respiratoires	6
Brûlures	1	Hémorragie ombilicale	1	Occlusion intestinale	2
Tumeur maligne	1	Hémorragie méningée	2	Péritonite appendiculaire	1
Diarrhée infantile	14	Hémorragie de la cuisse	1	Délire aigu fébrile	1
Embolie	3	Hémorragie intestinale	1	Infection puerpérale	1

Vu :

Le Chef du Service de Santé,

Dr ALAIN.

Papeete, le 8 avril 1940.

Le Chef du Service d'Hygiène,

Dr MILLE.